



**Convention contre
la torture et autres peines
ou traitements cruels,
inhumains ou dégradants**

Distr.
GÉNÉRALE

CAT/OP/SP/5
20 août 2008

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS,
FRANÇAIS et ESPAGNOL

RÉUNION DES ÉTATS PARTIES
Deuxième réunion
Genève, 30 octobre 2008

**ÉLECTION, CONFORMÉMENT AUX ARTICLES 7 ET 9 DU PROTOCOLE
FACULTATIF SE RAPPORTANT À LA CONVENTION CONTRE
LA TORTURE ET AUTRES PEINES OU TRAITEMENTS CRUELS,
INHUMAINS OU DÉGRADANTS, DES CINQ FUTURS MEMBRES
DU SOUS-COMITÉ POUR LA PRÉVENTION DE LA TORTURE
QUI REMPLACERONT LES MEMBRES DONT LE MANDAT
EXPIRE LE 31 DÉCEMBRE 2008**

Note du Secrétaire général

1. En application des articles 7 et 9 du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, le Secrétaire général convoquera à l'Office des Nations Unies à Genève, le jeudi 30 octobre 2008, la deuxième Réunion des États parties au Protocole facultatif, au cours de laquelle seront élus les cinq futurs membres du Sous-Comité pour la prévention de la torture qui remplaceront ceux dont le mandat expire le 31 décembre 2008 (voir annexe I). La liste des noms des autres membres, qui continueront de siéger au Sous-Comité jusqu'au 31 décembre 2010, figure à l'annexe II.

2. En application du paragraphe 3 de l'article 6 du Protocole facultatif, le Secrétaire général a, dans une note verbale datée du 15 mai 2008, invité les États parties au Protocole facultatif à présenter avant le 14 août 2008 des candidats pour l'élection des cinq futurs membres du Sous-Comité pour la prévention de la torture. Le Secrétaire général a l'honneur de communiquer ci-dessous la liste des noms, par ordre alphabétique, de tous les candidats présentés au 14 août 2008, avec indication de l'État partie qui les a désignés.

<u>Nom du candidat</u>	<u>Désigné par</u>
M ^{me} Silvia Casale	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
M. Emanuel Cassar	Malte
M. Mario Luis Coriolano	Argentine
M. Zdeněk Hájek	République tchèque
M. Zbigniew Lasocik	Pologne
M. Mandiougou Ndiaye	Sénégal
M. Víctor Manuel Rodríguez Rescia	Costa Rica

3. Le texte des notices biographiques des candidats, fournies par les États parties concernés, est reproduit à l'annexe III.

Annexe I

**Liste des cinq membres du Sous-Comité pour la prévention de la torture
dont le mandat expire le 31 décembre 2008**

<u>Membre</u>	<u>Pays de nationalité</u>
M ^{me} Silvia Casale	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
M. Mario Luis Coriolano	Argentine
M. Zdeněk Hájek	République tchèque
M. Zbigniew Lasocik	Pologne
M. Víctor Manuel Rodríguez Rescia	Costa Rica

Annexe II

**Liste des cinq membres qui continueront de siéger au Sous-Comité
pour la prévention de la torture jusqu'au 31 décembre 2010**

<u>Membre</u>	<u>Pays de nationalité</u>
M ^{me} Marija Definis Gojanovic	Croatie
M. Hans Draminsky Petersen	Danemark
M. Miguel Sarre Iguiniz	Mexique
M. Wilder Tayler Souto	Uruguay
M. Leopoldo Torres Boursault	Espagne

Annexe III

Notices biographiques des candidats à l'élection au Sous-Comité pour la prévention de la torture

Silvia CASALE

(Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

Date et lieu de naissance

15 février 1945, à Amersham, Angleterre, Royaume-Uni

Langue(s) de travail

Anglais, français, allemand, italien, quelques notions d'espagnol

Situation/fonction actuelle

Présidente du Sous-Comité des Nations Unies pour la prévention de la torture;

Membre du Comité européen pour la prévention de la torture (CPT);

Commissaire d'appel pour l'Irlande du Nord;

Consultante indépendante auprès de l'Inspection pénitentiaire britannique pour l'Angleterre et le pays de Galles.

Principales activités professionnelles

En tant que criminologue indépendante, consultations indépendantes sur des questions relatives à la justice pénale, par exemple en qualité de membre du Conseil consultatif de l'Inspection conjointe du système de justice pénale du Royaume-Uni;

Consultante indépendante dans divers domaines auprès de l'Inspection pénitentiaire, organe indépendant au Royaume-Uni;

Administratrice de Prison Reform Trust (PRT), organisation non gouvernementale qui milite pour la réforme pénitentiaire;

Administratrice de Prison Advice and Care Trust (PACT), organisation caritative indépendante qui aide les prisonniers et leurs familles.

Études

Licence en lettres (*Complimentary First*), langues modernes (allemand, latin), Université d'Oxford;

Maîtrise en droit international et organisations internationales, Université de Pennsylvanie;

Maîtrise en sciences politiques, Université de Yale;

Doctorat en criminologie, Université de Yale.

Autres activités principales dans le domaine intéressant l'organe conventionnel auquel postule la candidate

Commissaire de l'Independent Asylum Commission, initiative indépendante de consultation populaire sur l'asile au Royaume-Uni;

Contributions au Forum mondial pour la justice (2008) et à la Commission nationale sur la sécurité et les abus dans les prisons américaines (États-Unis d'Amérique, 2006);

Conférences ou exposés pour des universités et des organismes professionnels au Royaume-Uni (par exemple, le Conseil de l'ordre des avocats, la Société royale des psychiatres) et à l'étranger (Association américaine du barreau, Commission nationale sur la sécurité et les abus dans les prisons américaines (Los Angeles, 2006), Conférence internationale sur le contrôle des prisons (Texas, 2006));

Colloque du *Menschenrechtsbeirat* [mécanisme de surveillance de la détention] (Autriche, 2005); centième session du *Strafvollzugsausschuss der Länder* [comité du contrôle pénal des Länder fédéraux] (Allemagne, 2005); conférence internationale sur les prisons pour femmes (Israël, 2003); conférence sur la détention préventive et conférence sur les prisons pour mineurs (Conseil des États de la mer Baltique, 2002 et 2003); conférence internationale sur la protection contre la torture (New Delhi, 1999) et d'autres forums internationaux.

Liste des publications les plus récentes de la candidate dans ce domaine

Depuis 1998, contribution aux rapports de mission, aux rapports généraux et aux documents relatifs aux normes du Comité européen pour la prévention de la torture;

Depuis 2007, contribution aux rapports de missions et au premier rapport annuel (2008) du Sous-Comité pour la prévention de la torture;

Collaboration, sous forme de contributions ou de conseils, à des travaux sur les normes internationales et les droits de l'homme, notamment des manuels, des guides (par exemple, en qualité de membre du conseil éditorial de l'ouvrage *The Torture Reporting Handbook*, Université d'Essex), des codes, des commentaires, des règlements, des projets de conventions et des recommandations, et «expertises» pour le Conseil de l'Europe sur des projets de loi de différents pays membres;

Casale, S., «*Mechanisms for Custodial Oversight*» in *Journal of Law and Policy*, Université de Washington, 2006;

Casale, S., «*International Overview*», in *Prison Report*, n° 71, printemps 2007.

Emanuel CASSAR

(Malte)

Date et lieu de naissance

19 janvier 1950, à Sliema (Malte)

Langue(s) de travail

Anglais

Situation/fonction actuelle

Retraité

Principales activités professionnelles

Ancien sous-préfet de police, ancien directeur de l'administration pénitentiaire

Études

Supérieures

Autres activités principales dans le domaine intéressant l'organe conventionnel auquel postule le candidat

Participation aux réunions des groupes multidisciplinaires (Ministère de l'intérieur et de la police), Bruxelles

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

Néant

Mario Luis CORIOLANO

(Argentine)

Date et lieu de naissance

8 décembre 1960, à La Plata, Buenos Aires (Argentine)

Langue(s) de travail

Espagnol et anglais

Situation/fonction actuelle

Depuis 1998, titulaire de la charge de Défenseur public près la Cour de cassation (chambre pénale) de la province de Buenos Aires, obtenue sur concours du Conseil de la magistrature;

Depuis 1997, professeur adjoint de la chaire de droit procédural (chaire I) à la faculté des sciences juridiques et sociales de l'Université nationale de La Plata, poste obtenu sur concours et dossier;

Depuis 2006, membre du Sous-Comité des Nations Unies pour la prévention de la torture, créé cette même année en vertu du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains et dégradants (CATOP), poste auquel il a été élu en reconnaissance de ses compétences personnelles et professionnelles.

Principales activités professionnelles

Le candidat possède une vaste expérience de l'élaboration et de l'exécution de politiques publiques liées aux affaires pénitentiaires, ainsi que de l'inspection et de la surveillance des prisons. Dans le cadre de ses fonctions de défenseur public provincial, il a créé et mis en service une base de données des cas de torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, dans laquelle sont recensées toutes les plaintes pour torture dans la province de Buenos Aires (2000). Cette base est utilisée par divers organismes de défense des droits de l'homme, tels que le Centre d'études juridiques et sociales (CELS), Amnesty International, le Centre pour la justice et le droit international (CEJIL), la Commission interaméricaine des droits de l'homme, entre autres. Le candidat a également mis en place des équipes d'avocats spécialisés qui visitent les prisons et s'occupent des détenus pour veiller au respect des droits de l'homme des personnes privées de liberté (1999). En outre, il a conçu et mis en œuvre le programme intitulé «Formation interdisciplinaire à l'inspection des centres pénitentiaires» dont l'objectif est de perfectionner le mécanisme des visites-surprises que doivent effectuer régulièrement les représentants de divers secteurs de l'administration et de la société civile pour surveiller les conditions de vie des détenus (2005-2006). Ce programme s'inspire principalement de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains et dégradants et de son protocole facultatif, et bénéficie de l'appui de l'ambassade de Suisse et du soutien de l'Association pour la prévention de la torture (APT).

Études

Avocat, Université nationale de La Plata;

Spécialiste en droit pénal et en criminologie, Université nationale de La Plata;

Enseignant, Université nationale de La Plata;

Doctorant du programme de doctorat en sciences juridiques, Université nationale de La Plata;

Boursier du Programme de recherche du Gouvernement canadien;

Consultant de l'Institut interaméricain des droits de l'homme, San José (Costa Rica).

Autres activités principales dans le domaine intéressant l'organe conventionnel auquel postule le candidat

Le candidat a participé, comme professeur ou conférencier, à diverses manifestations en rapport avec la protection effective des droits de l'homme, la lutte contre la torture et le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture, notamment dans les pays suivants: Brésil (2007, 2006, 2005, 2001), Colombie (2006), Mexique (2006, 2005), Argentine (2007, 2005), Paraguay (2007, 2005, 2002), Uruguay (2004), Équateur (2003), Canada (2003), Costa Rica (2002, 1999, 1998), Chili (2001) et Guatemala (2001). Il a fondé le Centro de Estudios para la Defensa Pública, dont il est le directeur. Il est aussi membre fondateur de l'Asociación de Defensores por los Derechos Humanos et du Foro para la Justicia Democrática. En outre, il a été chargé par le Sous-Comité pour la prévention de la torture de faire une analyse des mécanismes nationaux de prévention dans les différentes régions du monde, qui servirait de base au Sous-Comité pour définir les mesures à prendre pour aider les États à appliquer les directives. Il a été choisi comme agent de liaison pour le mécanisme national de prévention du Mexique. Il a fait partie de la première mission internationale du Sous-Comité à Maurice (Afrique). Il a représenté le Sous-Comité à une réunion publique convoquée à Washington par la Commission interaméricaine des droits de l'homme sur le thème de la prévention de la torture, dont l'objectif était de chercher les moyens de coordonner les travaux des deux organes. Enfin, en sa qualité de membre du Sous-Comité, le candidat est intervenu à l'occasion de divers événements pour promouvoir la mise en place de mécanismes nationaux de prévention (Brésil, Paraguay, Bolivie, Pérou).

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

«*La lucha contra la tortura*», dans la revue *Debate*, 2007; «*La impunidad como el factor más importante en la proliferación y continuación de la tortura*», publié par le ministère public, province de Buenos Aires, 2006; «*Defensa pública y derechos humanos: banco de datos sobre torturas y otros tratos o penas crueles, inhumanos o degradantes*», publié par le CELS, 2005; «*La restricción de la libertad y sus límites normativos: distintas responsabilidades*», éd. Rubinzal-Culzoni, 2003; Révision technique et présentation de *Juicio a la Prisión* (traduction espagnole de *Prison on Trial*) de Thomas Mathiesen, éd. Ediar, 2003; «*Defensa pública y derechos humanos. Banco de datos sobre torturas y otros tratos o penas crueles, inhumanos o degradantes*», Costa Rica, 2002; «*La defensa pública en la provincia de Buenos Aires*», Colombia, 2002.

Zdeněk HÁJEK
(République tchèque)

Date et lieu de naissance

21 juillet 1950, à Havlíčkův Brod, République tchèque

Langue(s) de travail

Tchèque, anglais, russe, notions d'allemand et de français

Situation/fonction actuelle

Depuis 2007, membre du Sous-Comité des Nations Unies pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;

Depuis 2000, membre de la commission chargée de la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants du Conseil pour les droits de l'homme (organe consultatif auprès du Gouvernement tchèque);

Depuis 1974, avocat.

Principales activités professionnelles

Avocat spécialisé en droit civil, pénal et commercial.

En qualité de membre actuel du Sous-Comité pour la prévention de la torture et d'ancien membre du Comité européen pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (CPT), poste qu'il a occupé pendant onze ans, le candidat a participé à 30 missions dans 17 pays, dont six en qualité de chef de la délégation du CPT, effectuées en Tchétchénie (Fédération de Russie) entre 2000 et 2005. Dans ce cadre, il a visité un grand nombre de lieux où pouvaient être détenues des personnes privées de liberté, tels que des postes de police, des prisons, des centres de détention, des hôpitaux psychiatriques, etc. Il s'est entretenu en privé avec des personnes privées de liberté, a eu des contacts avec d'autres personnes susceptibles de fournir des informations utiles, ainsi que des discussions de haut niveau avec des représentants de gouvernements et des réunions avec des représentants d'ONG et d'autorités locales. Enfin, il a établi des projets de rapport sur ces missions et les a présentés aux réunions plénières du Sous-Comité pour la prévention de la torture et du CPT.

Études

1973: Docteur en droit, faculté de droit, Université de Charles, Prague

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

1996-2007: Membre du Comité européen pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (CPT);

- 1990-2005: Conseiller auprès du Directeur général de l'administration pénitentiaire de la République tchèque;
- 2001-2003: Deuxième Vice-Président du Comité européen pour la prévention de la torture;
- 1990-1995: Conseiller auprès du Ministre de la justice de la République tchèque;
- 1990-1992: Membre de la Commission des affaires pénitentiaires, Parlement de la République tchèque;

Participation en tant que conférencier ou expert aux manifestations suivantes: séminaire sur la surveillance des lieux de détention (Turquie, 2008), conférence régionale sur le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture (Afrique du Sud, 2008), conférence sur le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture (Royaume-Uni, 2007), séminaire sur la Convention européenne des droits de l'homme (Slovaquie, 2006), conférence internationale sur les systèmes pénitentiaires européens (République tchèque, 2004).

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

Avril 2006: «*Significance of the CPT for the prevention of torture and inhuman or degrading treatment or punishment – cooperation between the CPT and States Parties*», intervention lors du séminaire sur la Convention européenne des droits de l'homme (Slovaquie);

Juin 2004: «*Material conditions in European prisons from the point of view of inspection visits by the CPT*», intervention lors de la conférence internationale sur les systèmes pénitentiaires européens (République tchèque).

Zbigniew LASOBIK
(Pologne)

Date et lieu de naissance

3 avril 1957, en Pologne

Langue(s) de travail

Polonais, anglais, russe

Situation/fonction actuelle

Membre du Sous-Comité des Nations Unies pour la prévention de la torture;

Doyen de la faculté de droit de Lazarski;

Directeur du Centre d'études sur la traite des personnes, Université de Varsovie;

Responsable des programmes du Centre pour les droits de l'homme, Université de Varsovie.

Principales activités professionnelles

- Vaste expérience de la recherche et des études en criminologie et sur les prisons;
- Enseignement de la criminologie, de la sociologie et des droits de l'homme;
- Plus de 50 missions professionnelles dans les pays d'Europe centrale et orientale (PECO), les nouveaux États indépendants (NEI) et au Kosovo pour y surveiller et promouvoir le respect des droits de l'homme;
- Expert auprès de l'Union européenne dans les domaines des droits de l'homme, de l'état de droit, de la peine de mort, de la torture et de la démocratie;
- Membre de diverses associations professionnelles, dont la Commission internationale de juristes, l'International Senior Lawyers' Project, et l'association d'aide aux détenus «Patronage»;
- Activités de promotion de la société civile, notamment pour la protection des droits de l'homme et le renforcement des systèmes judiciaires.

Études

1981: Université de Varsovie, faculté de droit, maîtrise en droit;

1982: Université de Varsovie, Institut de la prévention du crime et de la réadaptation, maîtrise en criminologie et en sociologie;

1991: Université de Varsovie, faculté de droit, doctorat en droit;

- 2004: Université de Varsovie, faculté de droit, diplôme post-doctorat en droit et criminologie;
- 2007: Université de Varsovie, professeur de droit.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

- Depuis 1997, participation à des initiatives et projets internationaux de prévention de la torture dans les établissements fermés, financés par l'Union européenne;
- Coopération avec des organisations nationales et internationales (Comités Helsinki, Fédération internationale Helsinki pour les droits de l'homme, Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, Organisation des Nations Unies) pour la prévention de la torture;
- En 2004, mission d'enquête de l'Union européenne en Géorgie (visite de prisons);
- En 2004, mission internationale de surveillance des prisons en Macédoine;
- En 2005, mission d'assistance auprès du Gouvernement tadjik pour l'élaboration de son rapport au Comité contre la torture;
- En 2007-2008, membre du Sous-Comité pour la prévention de la torture, deux missions sur le terrain (Maldives et Bénin).

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

Z. Lasocik, *American prisons. My visits*, Varsovie, 2005;

Z. Lasocik, *Treatment of Prisoners in Nysa Prison*, in: *Prevention of Torture in Closed Institutions of CEEC*, Varsovie, 2006;

Z. Lasocik, *On prison experiment in Bialystok*, in: *Special prison unit*, Bialystok, 2007;

Z. Lasocik, *Treatment of murders in prison*, in: *Prison systems of XXI Century*, Varsovie, 2008.

Mandiogou NDIAYE
(Sénégal)

Date et lieu de naissance

18 février 1948, à Dakhao, Région de Fatick, Sénégal

Langue(s) de travail

Français

Situation/fonction actuelle

Procureur général près la cour d'appel de Dakar

Principales activités professionnelles

Représentant le ministère public près la cour d'appel et les cours d'assises du ressort;

Chargé de veiller à l'application de la loi pénale dans le ressort de la cour d'appel;

Chargé de la surveillance de tous les agents et officiers de police judiciaire du ressort.

Études

Maîtrise ès sciences juridiques, option droit privé;

Diplômé de l'École nationale d'administration et de magistrature du Sénégal.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

- Responsable depuis l'année 2002 de l'informatisation et de la mise en réseau du système judiciaire dans le cadre du Programme national de bonne gouvernance, en vue du raccourcissement des délais de procédure, de leur sécurisation et de l'instauration de la transparence.

Liste des publications récentes du candidat dans ce domaine

Délinquance et politique pénale au Sénégal: les chiffres clefs de la justice, Mandiogou Ndiaye et Nelly Robin, octobre 2002;

Les mineurs en conflit avec la loi au Sénégal: les chiffres clefs de la justice 2003, Mandiogou Ndiaye et Nelly Robin.

Victor Manuel RODRIGUEZ RESCIA
(Costa Rica)

Date et lieu de naissance

14 juillet 1963, à San José (Costa Rica)

Langue(s) de travail

Espagnol et anglais

Situation/fonction actuelle

Vice-Président du Sous-Comité des Nations Unies pour la prévention de la torture;

Directeur du Centre des droits de l'homme pour les Amériques, DePaul University, Chicago (États-Unis d'Amérique), siège au Costa Rica;

Consultant externe pour l'Institut interaméricain des droits de l'homme, chargé du programme «Accès à la justice et droits de l'homme» et du projet «Prise en charge complète des victimes de torture»;

Coordonnateur du projet régional XCA/S26 de l'ONU/ILANUD sur la traite des personnes en Amérique centrale;

Professeur en maîtrise des droits de l'homme, Université nationale, Costa Rica;

Cours sur la présentation d'affaires devant le système interaméricain, DePaul University.

Principales activités professionnelles

1. Vice-Président du Sous-Comité pour la prévention de la torture; a participé aux missions effectuées dans des États parties au Protocole facultatif et donné des conférences lors de manifestations académiques pour la promotion du Protocole facultatif dans divers pays (Afrique du Sud, Pérou, Bolivie, Paraguay).
2. Consultant en droits de l'homme pour l'Institut interaméricain des droits de l'homme, Costa Rica. Consultant pour les programmes d'administration de la justice et des droits de l'homme (administrateur de programme); Sécurité et droits de l'homme, Médiateur. Missions de consultant sur la prévention de la torture au Mexique, au Guatemala, en Colombie, au Pérou, au Chili, en Argentine et à El Salvador. Formateur en droits de l'homme pour le personnel judiciaire et les auxiliaires de justice, l'accent étant mis sur l'accès à la justice, les garanties d'une procédure régulière et la prévention de la torture dans tous les pays d'Amérique centrale, la Colombie, l'Équateur, l'Argentine, le Mexique et le Brésil.
3. Consultant pour l'Institut international des droits de l'homme, DePaul University.

4. Missions de consultant en droits de l'homme pour l'Organisation internationale du Travail (OIT), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Programme du Danemark en faveur des droits de l'homme en Amérique centrale (PRODECA), la Finlande, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), l'Institut des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Amérique latine (ILANUD), etc.

Études

1. Université du Costa Rica, spécialiste en droit international, diplôme d'honneur.
2. Université d'Oxford et Université George Washington, Programme conjoint en droit international des droits de l'homme, New College, Oxford, août 2002.
3. Académie de droit international de La Haye, Programme extérieur (1995).
4. Université du Costa Rica, licence en droit, 1987.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

1. Consultant auprès de l'Institut interaméricain des droits de l'homme pour l'élaboration de méthodes, d'articles et d'ateliers sur la prévention de la torture et la protection contre la torture dans le système interaméricain, au Mexique, à El Salvador, au Guatemala, au Pérou, au Chili, en Argentine, en Colombie, au Brésil, en Équateur et au Paraguay (2006-2008).
2. Appui à la campagne pour la ratification et l'entrée en vigueur du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, Institut interaméricain des droits de l'homme, 2006.
3. Visites de centres de détention au Honduras, au Guatemala et à El Salvador en vue de la réalisation d'une étude sur la situation des *maras* (bandes) en Amérique centrale, Institut interaméricain des droits de l'homme, 2004.
4. En qualité de membre du Sous-Comité pour la prévention de la torture, visites de centres de détention et entretiens avec des fonctionnaires chargés de la prévention de la torture, dans divers pays.
5. Présentation d'affaires de torture devant le système interaméricain, et service de conseils aux équipes interdisciplinaires.
6. Président du tribunal ad hoc chargé d'évaluer les réparations financières dans l'affaire *Schiavini c. Argentine*. Ce tribunal a rendu une sentence arbitrale établissant que la victime, décédée, avait subi des violations liées à la torture, et octroyant une réparation financière à ses proches en tant que victimes directes d'un traitement cruel, inhumain et dégradant. Une des particularités de cette décision était l'utilisation des témoignages des proches pour vérifier l'existence du préjudice moral, mais surtout de la torture psychologique, en l'absence d'expertise psychologique.

7. Élaboration de méthodes pour la présentation psychojuridique des affaires de torture, avec des équipes de juristes du Mexique, du Guatemala, de Colombie, du Chili, du Pérou et d'Argentine. L'accent est mis sur l'importance du recours à l'expertise psychologique pour prouver la torture physique et psychologique, et pas seulement pour prouver les effets de la torture, ce qui était la tendance dans la majorité des affaires présentées devant les organes du système interaméricain.
8. Greffier chargé de la rédaction des arrêts de la Cour interaméricaine des droits de l'homme dans des affaires de torture (*Maria Elena Loayza Tamayo c. Pérou, Aloeboetoe et consorts c. Suriname, Castillo Páez c. Pérou, Suárez Rosero c. Équateur*).

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

«*Atención Integral a Víctimas de Tortura en Procesos de Litigio. Aportes Psicosociales*», article signé conjointement avec Alicia Neurburger, Institut interaméricain des droits de l'homme, 2008;

«*La tortura en el Sistema Interamericano de protección de derechos humanos*», Institut interaméricain des droits de l'homme, www.iidh.ed.cr, 2005;

«*Lenguaje interdisciplinario psico-jurídico vinculado con el litigio de casos en el Sistema Interamericano*», Institut interaméricain des droits de l'homme, www.iidh.ed.cr, 2006, section spécialisée projet d'aide aux victimes de la torture.
